

LUTTE OUVRIERE

UNION COMMUNISTE (TROTSKYSTE)

01/05/2018

RENAULT TECHNOCENTRE GUYANCOURT PLESSIS ROBINSON

TRAVAILLEURS, « NOUS NE SOMMES RIEN, SOYONS TOUT »!

(L'Internationale)

Les manifestations qui se sont déroulées un peu partout dans le pays et dans le monde ont rappelé que le 1er mai n'est pas la « fête du travail » qu'a voulu en faire Pétain et encore moins celle de la patrie que le FN essaie de lui substituer.

Pour affirmer la communauté d'intérêts des prolétaires du monde entier, l'Internationale ouvrière a adopté le 1^{er} mai comme jour de manifestation partout dans le monde. La classe ouvrière revendiquait alors en particulier la journée de huit heures, afin que « l'ouvrier cesse d'être un simple instrument de travail et commence à devenir un homme ».

C'était en 1889... il y a près de 130 ans. Mais même si Macron et ses semblables répètent que nous devons nous « adapter », dépasser les vieux schémas et entrer dans la « modernité », le 1er mai, journée de lutte des travailleurs, n'a rien perdu de son actualité. Car ni l'exploitation ni le capitalisme n'ont changé de nature.

Dans bien des pays, les travailleurs ont à se battre pour imposer des salaires et des conditions de travail plus dignes. Pour les ouvrières des usines textiles dangereuses du Bangladesh, les travailleurs surexploités des immenses usines-casernes en Chine, les ouvriers sous-payés de l'automobile au Maghreb ou en Asie, les slogans des premières manifestations du 1er mai restent d'actualité. Leurs conditions de vie et de travail ne sont guère éloignées de celles du prolétariat des États-Unis et d'Europe à la fin du XIXème siècle.

Dans les pays riches, les luttes des générations qui nous ont précédés ont permis d'arracher quelques limitations à l'exploitation... qui sont aujourd'hui remises en cause les unes après les autres!

Dans combien d'entreprises, le travail en CDD ou en intérim devient la norme ? Combien de travailleurs sont soumis au chantage sur le renouvellement de leur contrat pour leur faire accepter des entorses à la sécurité, des repos écourtés... ? Combien de travailleurs sont censés adapter leur vie personnelle aux samedis travaillés, aux heures supplémentaires annoncées le matin pour le jour même ? Combien perdent des jours de congés ?

On nous chante les charmes de la « reprise », on nous explique que les sacrifices finiront par être payants, à condition que nous en consentions de

nouveaux! C'est un tissu de mensonges auxquels personne ne peut croire dans les quartiers populaires. On y sait bien, pour le vivre au quotidien, que ce que le gouvernement appelle « baisse du chômage » est en réalité une explosion de la précarité, où dominent les contrats d'une durée inférieure à un mois.

Les résultats de l'offensive menée par la bourgeoisie se mesurent en milliards, en fortunes qui grimpent au rythme des suppressions d'emplois, du blocage des salaires et de la dégradation des conditions de travail. C'est ainsi que les banques françaises ont encaissé 23,5 milliards de bénéfices en 2017 tout en prévoyant de supprimer 8 000 emplois dans les deux ans à venir. Ou que Ricoh, dont la filiale française a réalisé dix millions d'euros de bénéfices, annonce la suppression de 15 % de ses effectifs dans le pays.

Dans cette situation où le monde du travail encaisse les coups, les cheminots recherchent les échanges avec d'autres catégories, et leur grève suscite la sympathie. De nombreux travailleurs pensent que les cheminots ont raison de se défendre et ressentent, plus ou moins consciemment, que l'attaque de Macron est un coup de plus porté à l'ensemble du monde du travail, et qu'elle en annonce d'autres!

Le gouvernement martèle que les cheminots défendent leurs intérêts particuliers et qu'il n'y a aucun rapport entre eux et un salarié d'Air France ou de Carrefour ou une aide-soignante... Mais derrière la défense du statut censé faire des cheminots une catégorie à part, on retrouve des objectifs communs à tous les travailleurs : défendre son emploi, son salaire, ses conditions de travail, sa retraite. Les cheminots refusent, pour eux et pour les générations futures, de devenir flexibles, adaptables aux besoins et à la logique du profit qu'imposeront les entreprises privées lorsque toute la SNCF sera ouverte à la concurrence. Leur combat concerne tous les travailleurs!

Dans ce capitalisme en crise, à bout de souffle, la bourgeoisie intensifie l'exploitation pour maintenir les profits que le marché ne lui garantit pas. Tant que nous la laisserons faire, elle nous tirera le plus loin possible en arrière. Il faut que le monde du travail riposte et redonne tout leur seris aux paroles de l'Internationale : « producteurs, sauvons-nous nous-mêmes »!

Laissez-les partir...

Dans le nouveau plan de Dispense d'Activité, D.A, la direction impose un préavis de six mois, avec la possibilité d'une dérogation, au cas par cas, permettant de réduire ce préavis à deux mois.

Or dans beaucoup de directions, ça bloque. De nombreux camarades de travail voient leur demande mise en attente.

Stop à l'hypocrisie! C'est la politique menée par la direction depuis de nombreuses années qui les pousse à partir. Alors qu'elle les laisse partir!

... et embauchez!

En présentant son nouveau plan de D.A, la direction a annoncé 1 400 embauches pour 1 000 départs. Ces embauches sont bien loin de couvrir les très nombreux départs depuis 2013, mais en plus, elles ne se feront pas poste par poste.

Ceci explique en partie la frilosité de certains chefs à laisser partir nos camarades à cause du sous-effectif chronique. Pour remplacer les départs et combler les manques existants, la direction doit embaucher largement : les candidatures ne manquent pas.

Chassez le naturel...

Ceux qui font le choix de la D.A toucheront dans les trois prochaines années un salaire net égal à 75 % de leur salaire brut Sécurité Sociale actuel, moins les cotisations sociales. La direction paiera les cotisations sur les 25 % de salaire non payé pour continuer à cotiser à 100 %.

Par contre, les collègues seront imposés, pour leurs revenus, avec cette part des cotisations payées par Renault. C'est ce que les Finances Publiques appellent « avantage en nature ». Pour nous, c'est une anomalie, et pas de la nature.

Renault responsable

Le jeudi 19 avril, la cour d'appel de Rouen a reconnu le suicide d'un mécanicien de l'usine de Cléon comme étant « du fait du travail ».

Comme à son habitude, Renault a depuis 2016 tout tenté pour rejeter sa responsabilité. Elle cherche à gagner du temps, mais rien n'y fait, la triste réalité est là et se confirme trop souvent.

Peinture en trompe-l'œil

Au parking des 60 Arpents, la direction a fait repeindre la signalisation au sol et le marquage des places. Par contre, pour ce qui est de la création de nouvelles places, toujours pas d'info...

Quel talent!

Dans Talent@renault, on nous demande de noter nos compétences suivant un barème de 1 à 4. 1 pour débutant, 4 pour référent. Nous devons évaluer différents items liés à notre poste, soidisant pour « dresser la cartographie des compétences collectives de l'entreprise ».

Et si on faisait la cartographie des idioties inventées par la direction ?

Paroles en l'air

La newsletter women@renault va fusionner avec celle sur le handicap. Il est vrai que les discriminations sont bien réelles envers nombre d'entre nous. Ce ne sont pas des lettres qui vont changer quelque chose... ça se saurait!

Nous aussi, on confirme nos objectifs

Le Groupe Renault est content de ses résultats au premier semestre. Chiffre d'affaires, ventes, ça va. Cela conforte les dirigeants dans leurs objectifs. De notre côté, cela confirme que les salaires, les embauches doivent augmenter...

Enkørdufrikasfär

Renault mobility vient de signer un partenariat afin d'offrir un service de location de voitures aux clients d'IKEA.

La question qui nous brûle les lèvres : estce que Renault compte sous-traiter le montage des voitures aux clients de ce magasin ? Une clé Allen et le tour est joué...

Une vraie love story

Renault fête bruyamment ses « 35 ans d'amour » avec le festival de Cannes. En fait d'amour, c'est surtout un bon gros coup de pub. Pour Renault, le cœur n'est jamais bien loin du portefeuille.

Samedi 19, dimanche 20 et lundi 21 mai à Presles dans le val d'Oise

La Fête de Lutte Ouvrière

Les spectacles et les animations ne manquent pas: musique, chanteurs, cinéma, théâtre, une Cité des Arts, des conférences sur des sujets scientifiques, des parcours guidés dans un arboretum...

C'est un rassemblement politique, avec des débats et des forums aussi bien sur l'actualité que sur le passé du mouvement ouvrier, particulièrement cette année sur mai 68.

Pour les enfants, il y a de multiples jeux, gratuits pour la plupart, et pour les tous petits, il y a une crèche.

La carte d'entrée, prise à l'avance, ne coûte que 15 euros pour les trois jours. Pour le programme complet et les informations pratiques aller sur le site : fete.lutte-ouvriere.com